

# L'effet 78 dans le PCF «Comment en est-on arrivé là ?»

Par Nicolas DUVALLOIS

La période des vacances est à peine commencée, et déjà les élections présidentielles tendent à prendre le devant de l'actualité politique. Dès septembre, ce sera le déferlement. Et à nouveau, on entend parler des blancs bonnets et des bonnets blancs, des désistements automatiques et des ralliements conditionnels, des 20 % qui seraient bien et des 18 % qui le seraient beaucoup moins, etc...

Les présidentielles sont donc là, mais l'effet 78 demeure. Cela, personne ne peut le nier. L'échec de la gauche aux élections législatives de mars 78 a laissé des traces profondes, il a eu des conséquences multiples, il a en fin de compte abouti à une large modification des données politiques dans ce pays.

Rappelons-nous l'été 1977, il y a seulement trois ans : la réactualisation-renégociation du programme commun n'était pas engagée, et pour la grande masse des militants de gauche l'espoir était là, renforcé par l'essor électoral ininterrompu de 1973 à 1977. La droite allait être battue, Barre serait chassé, Giscard serait désavoué, et bon nombre de revendications, ô combien nécessaires, seraient octroyées. Certes, les espoirs n'étaient pas les mêmes

Le choc. Le KO. L'amertume. La rage au cœur. Le dégoût. Le ras-le-bol. Autant de mots qui servent à exprimer ce que des milliers de militants ont ressenti au petit matin du lundi 20 mars 1978, quand il a fallu partir au travail, «comme avant», retrouver ses chefs ou son patron, «comme avant». «Je ne crois pas à la fatalité», dit André, «mais ce matin-là, j'avais vraiment l'impression qu'on y arriverait jamais, qu'une espèce de malédiction pèse sur la gauche. J'avais 21 ans en 1958, et mon premier vote a été un non au référendum. Depuis, que de batailles électorales perdues !» Pourtant, cette fois-ci, André y croyait, malgré la division de la gauche intervenue six mois plus tôt : «Il ne faut pas oublier que tous les sondages donnaient la gauche gagnante, et qu'un an plus tôt elle avait conquis la majorité des municipalités. L'optimisme régnait chez les communistes à tel point que nous discutons au moins autant de ce qui allait se passer après la victoire que de la bataille électorale elle-même. Deux ans après ça laisse un goût amer dans la bouche, mais c'est vrai que nous envisagions très concrètement combien il devait y avoir de ministres communistes, comment nous appliquerions la gestion démocratique dans les entreprises, lesquelles seraient nationalisées, etc... Dans ma cellule, tous les camarades auraient appartenu au nouveau secteur nationalisé, sauf deux ; alors on les charriait...»

Précisé, sous l'effet de la polémique pour sa renégociation, jusque dans ses moindres détails concrets, le programme commun a alors plus que jamais fait office de catalogue. Un militant, qui collaborait alors à la presse du PCF, explique : «Ce qu'on constate avec le recul, c'est qu'en vérité nous étions complètement coupé du mouvement social. Le développement de la crise, les contradictions auxquelles elle donne lieu, les aspirations nouvelles tout cela nous était largement étranger. Nous nous sommes trouvés enfermés dans une problématique d'état-major étrangère au mouvement réel. Jamais dans cette période la réflexion et l'analyse n'ont été aussi pauvres. Nous étions comme enfermés dans un train lancé à pleine vitesse sur une voie déviée.»

Questions sur le programme commun

Sans doute serait-il abusif de

considérer que l'ensemble des militants du PCF sont aussi restés prisonniers de cette problématique du programme commun. Engagés dans une réflexion plus profonde, exprimée par exemple au moment de l'abandon du concept de dictature du prolétariat, lors du 22<sup>ème</sup> congrès, certains militants critiquaient déjà les «conceptions du changement» de la direction. D'autres se sont interrogés sur les chances de succès de la gauche après que la rupture de septembre 1977 ait été consommée. Il n'en reste pas moins que pour la très grande majorité des militants, «ce changement dont on parlait depuis si longtemps, il était là, à portée de la main, et cela justifiait tous les efforts.»

Dire aujourd'hui que le pro-

gramme commun a été générateur d'illusion, c'est apparemment enfoncer une porte ouverte. Dès le mois de juin 1978, et plus encore à la tribune du 23<sup>ème</sup> congrès un an plus tard, Marchais l'a affirmé avec force : le programme commun était une conception d'état-major, manquant de relais et d'appuis créateurs «à la base», et aboutissait finalement à déposséder les masses de leur rôle. Ce qui a pu passer pour une autocritique fait aujourd'hui figure d'évidence : pas un ouvrage du PCF, pas un rapport politique qui n'évoque, pour la critiquer, la «mauvaise logique du programme commun». Cette «autocritique» satisfait-elle pour autant les militants ? Pas tous, en tout cas, et loin de là. Ainsi, pour l'un

d'entre eux, «Marchais reconnaît deux responsables à l'échec : le parti socialiste, qui a effectivement viré à droite, ... et les masses ! Le discours officiel précise en effet que notre erreur a été de sous-estimer les résistances au changement introduites par la crise. En sommes, nos propositions étaient justes, le cheminement que nous proposons était bon, mais simplement nous aurions été un pas en avant, et nous n'aurions pas compris les craintes des travailleurs. D'où la nécessité aujourd'hui d'être plus didactique, plus proche des travailleurs, pour parvenir à les rapprocher plus massivement de la conception du changement qui est celle du PCF. Ce n'est pas au PCF de changer pour s'articuler aux aspi-

rations des masses, mais aux travailleurs. D'avancer jusqu'à la compréhension des propositions du PCF !». Cette critique est-elle partagée ? Oui et non, serait-on tenté de répondre. Non, parce qu'il est évidemment beaucoup de militants du PCF qui reprennent à leur compte les arguments de la direction, renforcés par le constat de la réalité : la crise engendre effectivement des divisions qui sont autant d'obstacles à la lutte et à l'avancée révolutionnaire. Simplement, ces militants oublient que l'impasse du programme commun et sa conséquence — la victoire et l'arrogance de la droite — n'ont fait qu'accroître ces divisions. Pourtant, même chez les militants acceptant les positions de la direction, il y a des non-dits : le bilan de cinq années d'action intensive autour du programme commun n'a pas été tiré : ne pouvait-on pas prévoir le virage à droite du PS, et même s'y préparer ? Ne pouvait-on pas envisager l'hypothèse d'un échec électoral, et éviter d'être pris au dépourvu ? Ne pouvait-on pas, dans le cadre même du programme commun, envisager des formes d'union à la base qui auraient évité que celui-ci n'apparaisse comme un accord d'état-major ? Autant d'interrogations qui sont présentes, y compris chez des militants qui s'affirment par ailleurs en parfait accord avec la direction. Autant d'interrogations refoulées, interiorisées, mais qui restent grosses de contradictions dans la mesure où aucun bilan réel n'a été tiré de toute cette période.

## Démobilisation relative

L'espoir, nous l'avons vu, était là. La déception aussi. Faut-il dès lors parler, s'agissant de l'effet 78 dans le PCF, d'une vaste démobilisation ? Là encore, il est impossible de généraliser. «Sans doute beaucoup de camarades ont-ils laissé tomber, mais ce n'est pas ce que je vois dans ma cellule, et parmi les communistes que je connais», explique une militante. «Que beaucoup n'aient pas repris leur carte, c'est une évidence, mais ça ne signifie pas qu'ils soient démobilisés». Un autre militant, qui d'ailleurs a quitté le PCF, précise : «Pendant longtemps, et de manière quelque peu paradoxale, nous avons été en dehors du mouvement réel. La classe ouvrière se transforme, les rapports sociaux se modifient sous l'effet de la crise, les femmes font émergence sur la scène politique, le phénomène

écologiste apparaît, et nous communistes, nous restons en dehors de tout ça, accrochés à notre union de la gauche et à son programme, qui ne prend pas en compte toutes ces transformations. Mars 1978 nous a ouvert les yeux, et nous sommes nombreux à avoir compris que nous étions aussi utiles à la transformation de la société en œuvrant à l'analyse et à la clarification de ces phénomènes qu'en restant dans le PCF. La vraie politique, ce n'est pas forcément celle qui se fait place du colonel Fabien». De fait, il semble bien que l'effet 78 ait abouti à ce que des intellectuels abandonnent le militantisme partisan pour s'investir, qui dans des travaux d'historien, qui dans des travaux sociologiques, etc... De la même manière, il est des artistes qui estiment mieux contribuer au changement en s'investissant dans des recherches sur la création, plutôt qu'en s'affirmant, formellement, comme membre du PCF.

A sa place, ce phénomène rejoint le «repli syndical» constaté chez bon nombre de militants ouvriers adhérents du PCF.

L'abandon de la carte n'apparaît donc pas nécessairement et automatiquement, comme signe de «démobilisation». De même que la possession de la carte ne signifie pas forcément permanence de l'engagement politique : il n'est pas rare de rencontrer des militants qui officiellement sont adhérents, mais qui en fait se tiennent complètement en marge de l'activité de leur parti. «Je suis membre du parti qui a condamné l'intervention russe en Tchécoslovaquie et qui a parlé de démocratie, explique l'un de ceux-là, depuis mars 1978, j'attend que l'orage passe, et que le parti redevienne ce qu'il était. En attendant, je reste sur la touche, sans m'en aller parce que je sais bien que la ligne actuelle ne



La déception a été à la mesure de l'espoir.

durera pas». Concrètement, ce militant attend l'après-présidentielles.

## Un rapport différent au parti

D'autres enfin, et ils sont malgré tout les plus nombreux, continuent à se situer explicitement et concrètement dans le PCF. Certains en étant porteurs de perspectives politiques précises, d'autres en émettant des critiques ponctuelles, d'autres

enfin en approuvant la ligne suivie. Mais au-delà des questions — décisives en dernier ressort — de ligne, il semble que l'effet 78 ait eu pour conséquence une transformation du rapport des adhérents à leur parti : «C'est très divers, et très diffus, mais ça existe massivement. Sans remonter à la période du stalinisme, quelqu'un qui adhère au PCF en 1973, ou 1977, rejoignait un parti fort, sûr de lui, traçant clairement une perspective, et définissant un espoir. Il

s'en suivait des rapports de sécurité avec le parti. On choisissait de monter dans le train, et après, ça roulait. Aujourd'hui, tout est changé. Ce n'est plus possible de passer au travers des interrogations, des imprécisions. Le parti donne l'impression d'être plus faible, moins sûr de lui. C'est une bonne chose dans la mesure où chaque militant est contraint de se positionner sur chaque question, et finalement de réfléchir par lui-même. Quand à ceux qui

ne le font pas, ils se sentent mal à l'aise : ce n'est plus comme avant, disent-ils». Le phénomène est aussi perceptible dans une cellule d'employés, où des militants critiques côtoient de nouveaux adhérents : «Avant, c'était simple : on discutait de la propagande à faire sur la boîte, des passages de Marchais à la télé, ou des nationalisations. Aujourd'hui, on travaille par élimination. Je propose qu'on discute de l'Afghanistan, silence gêné du bureau de cellule. Les nouveaux ne comprennent pas. Un copain pose sur la table l'article de Fiszbín qu'il a découpé dans Le Monde. Un ange passe. Les nouveaux ne comprennent toujours pas. Finalement, on discute de la lutte sur la boîte : on parle d'union dans les luttes. Je connais plusieurs collègues qui avaient adhéré, et qu'on n'a vu qu'à une réunion. C'était beaucoup moins le cas avant 1978, car l'unification était supérieure, même si elle n'a jamais été totale.»

Divers, l'effet 78 dans le PCF l'est assurément. Une certitude apparaît malgré tout, c'est que «ce n'est plus comme avant». Aux certitudes sur le programme commun ont succédé les interrogations. A la dynamique militante née de la victoire qui apparaissait comme prochaine, ont succédé la difficulté de mobilisation, les réunions difficiles, les remises en cause. A l'espoir concret et proche du changement ont succédé : les interrogations sur des perspectives qui en tout état de cause apparaissent comme lointaines et floues.

Sans doute beaucoup de militants du PCF regrettent-ils cet «avant» fait de certitudes et d'espoirs. Mais pour beaucoup aussi, l'effet 78 a été le déclic, celui qui fait surgir des interrogations qui peuvent être novatrices. «Ça fait deux ans que je me pose deux questions : comment en est-on arrivé là, et comment construire une véritable perspective, vraiment crédible. Pour moi, c'est cela le résultat de mars 78», explique ce militant. «Finalement, quand je compare avec la période antérieure, je trouve que c'est plutôt positif de se poser des questions surtout quand on sait qu'on est loin d'être tout seul.»

«Des années entières consacrées à se battre pour un programme commun dont aucun vrai bilan n'a été tiré.»

